

disposition pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada. Les corporations suivantes sont énumérées à l'annexe C de la loi sur l'administration financière ou y ont été subséquentement ajoutées par le gouverneur en conseil.

Atomic Energy of Canada Limited,
Canadian Arsenals Limited,
Canadian Patents and Development Limited,
 Commission d'énergie du Nord canadien (autrefois Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest),
 Commission de la capitale nationale (autrefois Commission du district fédéral),
 Commission nationale des champs de bataille,
 Conseil des ports nationaux,
 Corporation commerciale canadienne,
 Corporation de disposition des biens de la Couronne,
Defence Construction (1951) Limited,
Park Steamship Company Limited.

La Corporation canadienne de la stabilisation du sucre (limitée) et la Corporation de la stabilisation des prix des denrées (limitée) figurant à l'annexe C lorsque la loi sur l'administration financière a été proclamée ont cessé depuis leur activité et rendu leurs chartes. En vertu d'un décret du conseil du 15 juin 1955, le nom de la Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest (maintenant la Commission d'énergie du Nord canadien), a été rayé de l'annexe D et ajouté à l'annexe C entrée en vigueur le 1^{er} avril 1954.

Corporations de propriétaire.—Une corporation de propriétaire est une corporation de la Couronne qui 1^o est reponsable de la conduite d'opérations de prêt ou de finance ou de la conduite d'opérations commerciales ou industrielles comportant la production ou le commerce de marchandises et la fourniture de services au public, et 2^o est ordinairement tenue de conduire ses opérations sans crédits budgétaires. Les corporations suivantes sont énumérées à l'annexe D de la loi ou y ont été subséquentement ajoutées par le gouverneur en conseil.

Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent,
Cornwall International Bridge Company Limited (filiale de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent),
 Chemins de fer nationaux, selon la définition qu'en donne la loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, 1933,
Eldorado Aviation Limited,
Eldorado Mining and Refining Limited,
 Lignes aériennes Trans-Canada (Air-Canada),
Northern Transportation Company Limited,
 Paquebots nationaux du Canada (Service des Antilles),
Polymer Corporation Limited,
 Société canadienne des télécommunications transmarines,
 Société centrale d'hypothèques et de logement,
 Société d'assurance des crédits à l'exportation,
 Société du crédit agricole (autrefois Commission du prêt agricole canadien),
 Société Radio-Canada.

Les corporations de département sont régies par les dispositions de la loi sur l'administration financière qui s'appliquent aux ministères en général. Les corporations de mandataire et les corporations de propriétaire, toutefois, sont soumises à la partie de la loi portant sur les sociétés de la Couronne, bien que, en cas d'incompatibilité entre cette partie et toute autre loi visant une corporation, la loi décrète que les dispositions de cette dernière l'emportent. Cette partie pourvoit au contrôle et à la réglementation de certaines affaires comme les budgets et les comptes en banque des corporations, le versement au receveur général de l'excédent de fonds, la limite de prêts pour le capital d'exploitation, l'adjudication de contrats et l'établissement de réserves, la tenue des livres de comptabilité et leur vérification et l'établissement d'états financiers et de rapports et leur soumission au Parlement par l'intermédiaire du ministre compétent.

Le Parlement exerce une autre forme de réglementation par le pouvoir qu'il a de voter une aide financière. Cette aide peut revêtir différentes formes. Dans le cas de certaines sociétés, les capitaux leur sont fournis au moyen de subventions, de prêts ou d'avances parlementaires qui peuvent subséquentement être convertis en capital-actions ou